

EVENEMENTS SOCIAUX DANS LA COMMUNAUTE

pendant le mois de février 1962

NOTE D'INFORMATION

VIIème Année

N° 2

SOMMAIRE	
	PAGE
Evénements sociaux dans les pays de la Communauté	2 - 37
Activité de la Haute Autorité dans le domaine social	38 - 55 —

COMMUNAUTE EUROPEENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER

HAUTE AUTORITE

**Direction Générale
Problèmes du Travail, Assainissement et Reconversion**

EVENEMENTS SOCIAUX DANS LA COMMUNAUTE

pendant le mois de février 1962

NOTE D'INFORMATION

VIIème Année

Nº 2

SOMMAIRE	
	PAGE
Evénements sociaux dans les pays de la Communauté	2 - 37
Activité de la Haute Autorité dans le domaine social	38 - 55 —

COMMUNAUTE EUROPEENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER

HAUTE AUTORITE

Direction Générale
Problèmes du Travail, Assainissement et Reconversion

Toute demande d'envoi de la NOTE D'INFORMATION
doit être adressée au
Service de Documentation de la Haute Autorité de la C.E.C.A.
LUXEMBOURG

EVENEMENTS SOCIAUX DANS LES
PAYS DE LA COMMUNAUTE

REPUBLIQUE FEDERALE

Production et stocks de charbon - Stocks de coke de houille - Situation de l'emploi dans les charbonnages - Mines de lignite - Mines de fer - Production de fer et d'acier - Activité de l'industrie sidérurgique - Travailleurs étrangers - Législation - Dénonciations de conventions collectives dans l'industrie charbonnière - Dénonciations de conventions collectives dans les mines de fer - Négociations et conclusions de conventions collectives dans la métallurgie - Fondation pour les orphelins de mineurs.

Production et stocks de charbon

Les charbonnages d'Allemagne occidentale ont extrait environ 11,2 millions de tonnes (1) de charbon en février 1962 contre 12,836 millions de tonnes le mois précédent. La production a donc considérablement diminué de janvier à février.

Au total, les stocks de charbon sur le carreau des mines ont atteint un volume de 7,909 millions de tonnes en février contre 8,146 millions de tonnes le mois précédent. Les stocks ont faiblement diminué au cours du mois sous revue.

Stocks de coke de houille

Les stocks de coke de houille accumulés par les cokeries s'élevaient à 5,108 millions de tonnes à la fin de février, contre 4,969 millions de tonnes le mois précédent. Par rapport aux mêmes mois de 1961, la diminution des stocks de coke a été faible : environ 900 000 tonnes et 100 000 tonnes respectivement.

Situation de l'emploi dans les charbonnages

A la fin de février, 275 321 ouvriers inscrits travaillaient dans les services du fond, contre 277 350 à la fin du mois précédent. Le service de l'emploi de la Rhénanie du Nord/Westphalie signale pour le mois de février le départ de 1400 mineurs du fond et de 400 ouvriers du jour. Le mois précédent le nombre des départs, pour les deux catégories, était respectivement de 1200 et 1000.

(Source : LAA-NW, rapport de février 1962)

Les bureaux du service de l'emploi n'ont pas été en mesure de compenser ces nombreux départs ni de remplacer la main-d'oeuvre manquante.

Pour le mois de février, les mines de la Rhénanie du Nord/Westphalie ont signalé les vacances suivantes : 5434 emplois de mineur, 1436 emplois d'ouvrier de métier et 195 autres emplois.

Ces mines ont, en outre, cherché à recruter en février 9017 apprentis mineurs, 889 apprentis ouvriers de métier et 2206 jeunes mineurs.

.....

(1) Chiffres provisoires.

Les mines de la Sarre ont décrété un arrêt général du recrutement. On ne sait pas encore si la catastrophe de la mine de Luisenthal entraînera des départs de mineurs du fond.

"Un certain nombre de mineurs se sont renseignés auprès des bureaux de placement sur les possibilités de travail dans d'autres secteurs de l'économie privée".

(Source : LAA-Sarre, rapport de février 1962)

Il n'a pas été déclaré de postes chômés pour manque de débouchés.

Le rendement par homme et par poste au fond, dans les mines de la Rhénanie du Nord/Westphalie, est passé de 2308 kg à la fin de janvier, à 2330 kg à la fin de février, alors que dans les mines de la Ruhr il est passé de 2341 kg à 2379 kg.

Mines de lignite

Les mines de lignite de la Rhénanie du Nord/Westphalie ont indiqué pour le mois de février, qu'elles étaient satisfaites de leurs ventes et qu'elles ont enregistré une situation de plein emploi. Les emplois vacants n'ont pu être pourvus. De nombreux manœuvres et ouvriers qualifiés font défaut.

Mines de fer

"Les mines de fer allemandes sont en pleine réorganisation et les mesures qui en découlent ont pour conséquence la fermeture d'un certain nombre de mines et de services non rentables. D'autre part, on explore deux gisements assez importants appelés à remplacer les puits fermés. Il faut s'attendre à la fermeture des puits suivants :

Le puits Barbecke dans la région de Salzgitter,

Le puits Porta dans les monts de la Weser,

Le puits Pfannenberger Einigkeit dans le Siegerland.

Les puits suivants ont été fermés récemment

Neue Haardt dans le Siegerland,

Heinrichsseggen et Laubach dans la région de Lahn-Dill.

L'exploitation a été ralentie dans les puits Hannoversche Treue et Wortlah-Ohlendorf dans la région de Salzgitter, et Bülten dans le bassin d'Ilse. Des demandes d'aides de réadaptation ont été introduites pour les mineurs touchés par ces mesures".

(Rapport de l'association d'entreprises
Eisenerzbergbau e.V.)

Production de fer et d'acier

	<u>Janvier</u>	<u>Février 62</u>
Fonte et ferro-alliages (en millions de t)	2,027	2,053
Acier brut	2,647	2,789

Activité de l'industrie sidérurgique

L'activité de l'industrie sidérurgique, y compris les laminoirs et les tréfileries, n'a pas été partout la même en février. De nombreuses entreprises ont enregistré une amélioration dans la rentrée des commandes.

Certaines entreprises ont de nouveau connu le plein emploi, d'autres ont rapporté leur décision d'arrêter tout recrutement ou ont apporté des restrictions à la réduction des horaires.

Les entreprises qui ont enregistré une amélioration dans les rentrées de commande ont eu besoin de manoeuvres et d'ouvriers qualifiés.

Les fonderies ont également indiqué une situation de plein emploi ; leurs carnets de commande sont remplis pour des mois. Les entreprises demandent de nombreux manoeuvres et ouvriers qualifiés.

(Source : LAA-NW., Rapport de février 1962)

Travailleurs étrangers

L'institut fédéral de placement et d'assurance-chômage (Bundesanstalt für Arbeitsvermittlung und Arbeitslosenversicherung) a publié le nombre des travailleurs étrangers occupés dans la République fédérale au 31 décembre 1961 (ANBA 26/2/62 - N° 2).

A cette date, et sans Berlin-Ouest, on dénombrait 488 889 travailleurs étrangers en service actif, soit 55 847 de moins qu'à la fin de septembre 1961. Dans ce total figurent tous les frontaliers et stagiaires.

Par nationalité, les travailleurs étrangers se subdivisent ainsi :

Italie	Grèce	Espagne
169 638	54 270	63 169

Les travailleurs étrangers étaient au nombre de 182 643 en Rhénanie du Nord/Westphalie et de 124 252 en Bade/Wurtemberg.

Pour la fin de janvier, l'institut fédéral a indiqué 45 413 vacances pour les travailleurs étrangers, dont 25 483 pour les Italiens, 12 134 pour les Espagnols, 4 414 pour les Grecs et 3 382 pour les Turcs.

Les charbonnages de la Rhénanie du Nord/Westphalie ont demandé 6 011 travailleurs étrangers. Les besoins de l'industrie sidérurgique sont considérablement plus élevés du fait qu'on ne trouve pas suffisamment de main-d'oeuvre allemande pour occuper les emplois vacants.

La mine "Graf Bismarck" de Gelsenkirchen a renvoyé dans leur pays d'origine 18 ouvriers espagnols qui refusaient de travailler. Par la grève, ils avaient cherché à obtenir le salaire intégral de piqueur. Or, d'après les clauses du contrat de travail, un tel salaire ne leur est accordé qu'après 4 mois de travail au fond.

Législation

Le Gouvernement fédéral, avec l'accord du Bundesrat, a pris un arrêté modifiant le premier arrêté relatif à l'application de la loi sur l'organisation interne des entreprises (Bundesgesetzblatt 1ère partie 1962, 16/2/62, n° 5 publié le 7/2/62).

Cet arrêté modifie un certain nombre de prescriptions concernant le mode d'élection des délégués du personnel : décisions du bureau électoral, électorat et éligibilité des travailleurs, réclamations contre les listes de candidats, délais de réclamation, prescriptions concernant la forme des listes proposées, scrutin, conservation des documents relatifs aux élections.

Les élections des délégués de personnel ont commencé dès janvier.

Le Gouvernement fédéral, avec l'accord du Bundesrat, a arrêté la cinquième loi portant modification de la loi sur l'autonomie administrative (Bundesgesetzblatt 1962, 22/2/62 N° 6, publié le 15/2/62).

Cette loi modifie un certain nombre de prescriptions concernant l'autonomie administrative des organismes de la sécurité sociale (loi sur l'autonomie administrative du 13/8/1952) où travailleurs et employeurs ont une représentation paritaire. Les modifications portent sur les points suivants : droit d'élire des délégués aux organismes de la sécurité sociale, désignations complémentaires à l'assemblée des délégués dont les membres sont élus par les assurés, désignations complémentaires au bureau sur proposition des têtes de listes, succession des délégués généraux, des hommes de confiance et de leurs suppléants.

Cette loi abroge aussi un certain nombre de prescriptions législatives antérieures.

Le ministre fédéral de l'Intérieur a fait connaître le nouveau régime des passeports entré en vigueur le 13/2/1962 (Bundesgesetzblatt 1ère partie 1962, 22/2/62 N° 6).

Au paragraphe 1 sont énumérées les pièces d'identité tenant lieu de passeport, notamment les cartes d'identité spéciales des réfugiés, les cartes d'identité délivrées en vertu d'accords (bilatéraux et multilatéraux concernant les travailleurs étrangers), laissez-passer de l'ONU, cartes d'identité d'apatrides.

Au paragraphe 2 sont énumérées les catégories de personnes qui ne sont pas soumises à l'obligation du passeport.

Le paragraphe 3 règle l'obligation de visa pour les personnes qui doivent être munies d'un passeport ainsi que pour celles qui n'ont pas besoin de visa.

Les paragraphes 4 et 5 sont appliqués dans des cas spéciaux et à des catégories déterminées de personnes.

Dénunciations de conventions collectives dans les charbonnages

Conformément à sa décision du 22/2/62, le bureau de l'IG Bergbau und Energie a dénoncé les conventions collectives pour le 31/3/62. Cette mesure touche 415 000 ouvriers et employés des bassins de la Ruhr, d'Aix-la-Chapelle et de la Basse-Saxe.

Le syndicat veut que, grâce aux nouvelles conventions collectives, les salaires des mineurs du fond retrouvent leur place au sommet de l'échelle des salaires. En outre, elle cherche à obtenir une augmentation de salaires pour les ouvriers du jour et, pour tous les salariés, une prime forfaitaire pour le travail de nuit.

Des revendications similaires ont été formulées pour les employés.

Négociations au sujet des conventions collectives dans les mines de fer

"Dans les mines de fer, les négociations ont eu lieu en novembre et décembre 1961 ainsi qu'en février 1962 au sujet d'une convention collective type qui serait la même pour tous les ouvriers des mines de fer de la République fédérale.

Elle doit remplacer les 5 conventions collectives types régionales existantes et ces dispositions doivent être adaptées aux conditions sociales actuelles. Si un accord a pu être réalisé sur la majorité des dispositions, il n'a pas encore été possible de s'entendre sur la question du paiement des postes chômeurs. Les négociations au sujet des congés ont été ajournées, car on attend des mesures législatives dans ce domaine. Les négociations se poursuivent.

La durée de travail dans les mines de fer de la Basse-Saxe avait été fixée par un accord dès la fin de 1960 et cela jusqu'à la fin de 1965. En vertu de cet accord, une nouvelle réduction de la durée de travail a été appliquée dans les mines de fer de la Basse-Saxe depuis le 1er janvier 1962. Le nombre de jours de repos, qui jusqu'à présent était de 36, est maintenant de 44, y compris les fêtes légales tombant en semaine.

Dans les autres bassins de minerai de fer, qui connaissent une situation économique plus difficile, on n'accordera que 4 jours de repos supplémentaire en 1962, puis encore 4 jours à compter du 1er janvier 1963."

(Source : Rapport de l'association d'entreprise
Eisenerzbergbau e.v.)

Négociations et conclusions de conventions collectives dans l'industrie métallurgique

La chronologie des négociations en matière de conventions collectives dans la métallurgie, pour janvier, a déjà été indiquée (1). Nous donnons ci-dessous le calendrier des négociations et des conclusions de conventions collectives pour le mois de février.

- 3 février : Lors du vote général des ouvriers syndiqués de la métallurgie des zones conventionnelles du Wurtemberg du Nord/Bade du Nord et du Wurtemberg du Sud/Hohenzollern, 86 % sur 97 % de votants ont opté pour la grève.
- 6 février : M. Kiesinger, président du conseil, assume le rôle de conciliateur dans le conflit de salaires.
- 7 février : Les négociations sur la convention collective de la métallurgie de la Rhénanie du Nord/Westphalie se terminent sans résultat.
- 8 février : Les partenaires sociaux de l'Allemagne du Sud négocient au ministère du Travail, à Stuttgart, en présence de M. Kiesinger, président du conseil, qui assume le rôle de conciliateur.
- En Bavière, courtes grèves d'avertissement.
- 17 février : 220 000 ouvriers de l'industrie métallurgique de l'Allemagne du Sud votent pour l'adoption du compromis proposé à Stuttgart, qui prévoit une augmentation des salaires de 6 % à compter du 1/1/1962 et 3 jours de congé annuel supplémentaires.
- 20 février : Les partenaires sociaux pour les régions conventionnelles de la Hesse et de la Rhénanie/Palatinat tombent d'accord pour accorder à 300 000 ouvriers de la métallurgie une augmentation des salaires de 6 % et l'octroi de 3 jours de congé annuel supplémentaires. Les négociations dans la région conventionnelle de la Basse-Saxe demeurent sans résultat positif.
- 23 février : Les négociations en matière de conventions collectives pour l'industrie métallurgique de la Rhénanie du Nord/Westphalie et la Basse-Saxe aboutissent à une augmentation de salaires de 6 % et à l'octroi de 3 jours de congé annuel supplémentaires.
- A la fin de février, les conventions collectives concernant certaines régions n'avaient pas encore été conclues. Dans l'industrie sidérurgique les négociations se sont poursuivies.

(1) NOTE D'INFORMATION, VIIème année, N° 1, p. 5.

Fondation pour les orphelins de mineurs

Le bureau de l'IG Bergbau und Energie a créé le 12/2/1962, à Bochum, une fondation pour la formation professionnelle des orphelins de mineurs.

Il a versé un premier montant de 250 000 DM au profit de cette fondation.

BELGIQUE

SALAIRES

Charbonnages (1)

1. Le 3 février 1962, chacune des deux centrales de mineurs a tenu un congrès extraordinaire au cours duquel la remise d'un préavis de grève générale dans tous les charbonnages a été décidée à l'unanimité.

Ce préavis prenait cours le 5 février et se terminait le 12.

2. Le 6 février, le ministre de l'Emploi et du Travail a déclaré devant la Chambre des Représentants, en réponse à une question parlementaire :
" Nous devons demander à tous ceux qui le peuvent de faire quelques chose
" pour améliorer la situation des ouvriers mineurs. Le gouvernement fera
" sa part. Dans les prochaines heures, nous ferons une tentative pour trou-
" ver une solution satisfaisante. Le gouvernement et moi-même, ferons tout
" ce qui est en notre pouvoir pour mettre fin au conflit et apporter une
" amélioration au statut des ouvriers mineurs".

3. Les 7, 8 et 9 février, se sont déroulées des négociations à l'issue desquelles le communiqué suivant a été publié: "Les entretiens entre em-
" ployeurs et ouvriers de l'industrie charbonnière, sous la présidence de
" M. SERVAIS, ministre de l'Emploi et du Travail, ont fait ressortir que
" les négociations pour assurer de nouvelles ressources à l'industrie char-
" bonnière n'étaient pas terminées. Le gouvernement demande aux organisa-
" tions ouvrières de postposer le préavis de grève de huit jours. Dès main-
" tenant, cependant, le gouvernement garantit de prendre les mesures néces-
" saires en vue d'assurer des recettes supplémentaires pour une somme de
" 310 millions. Les employeurs y ajoutent 100 millions. Cette somme de
" 410 millions sera consacrée à la prime de 3 000 frs, à l'augmentation im-
" médiate des salaires de 10 frs par jour, ainsi qu'à des améliorations con-
" cernant le régime de la durée du travail : l'étude en vue de la réalisa-
" tion du statut spécial des mineurs sera entreprise sans délai. "

4. Réunies les 10 et 11 février, les instances compétentes des deux cen-
trales de mineurs ont pris acte des résultats acquis et décidé de reporter
d'une semaine le préavis de grève, afin que les négociations en cours puis-
sent continuer.

(1) NOTE D'INFORMATION, VIIe Année, No 1 - p. 8.

Malgré cette décision des centrales, les mineurs F.G.T.B. et C.S.C. du bassin de Liège se sont mis en grève le 12 février. Les premiers ont repris le travail le 14 et les seconds le 15.

5. Le 16 février, un accord s'est établi sur les mesures suivantes :

- attribution d'une prime de 3 000 frs (à concurrence de 210 millions de francs et le gouvernement assurant le préfinancement d'un montant de 60 millions en faveur des mines qui connaissent des difficultés financières);

- augmentation de salaire de 10 frs par journée de travail effectif ;

- suppression des catégories inférieures de salaires des ouvriers de la surface et du fond (coût: environ 7 millions) ;

- prise en charge par les employeurs de l'incorporation de la prime d'assiduité, qui deviendra applicable en cas de petit chômage ;

- établissement d'une nouvelle convention relative aux primes d'assiduité en cas de maladie sur la base de 7 jours au lieu de 14, le gouvernement participant aux charges supplémentaires pour un montant de 10 millions;

- constitution par le Directoire de l'industrie charbonnière d'un groupe de travail, où siégeront les représentants des employeurs et des travailleurs, en vue de procéder à l'examen du statut spécial de l'ouvrier mineur.

Ce statut comportera une programmation sociale.

6. Le coût des avantages accordés excédera les 410 millions d'abord prévus. Le supplément sera supporté

- par les employeurs, dont la participation dépassera les 100 millions en raison de la prise en charge des majorations de salaires des ouvriers classés dans le groupe I (qui accèderont au groupe II) et de l'incorporation des primes d'assiduité ;

- par le gouvernement, " qui a accepté d'ajouter 10 millions supplémentaires aux 310 millions déjà promis. " (1)

La somme de 320 millions à fournir par l'Etat " est répartie entre " les consommateurs de fuel et les utilisateurs de charbon ; c'est-à-dire, " les électriciens, les sidérurgistes, les cimentiers et, pour une certaine " part, les foyers domestiques. " (1)

Le maintien de la taxe spéciale de 40 frs à la tonne sur le fuel-oil lourd, qui avait été appliquée à titre provisoire pour faciliter l'assainissement de l'industrie charbonnière, a provoqué de vives protestations de la Fédération pétrolière belge, de l'Union des industries des métaux non ferreux, de la Fédération des industries chimiques, de la Fédération des industries céramiques, de Fabrimétal, de l'industrie du verre et de l'industrie textile.

(1) Discours du ministre de l'Emploi et du Travail à la Chambre des Représentants, le 20 février 1962.

7. Le 24 février, la Commission nationale mixte des mines a mis au point le texte de la plupart des accords intervenus.

Prime

La prime est fonction du nombre de mois d'inscription et du nombre de jours de présence du 1er février 1961 au 31 janvier 1962.

Son montant maximum est de 3 000 frs pour les adultes (hommes et femmes) et de 2 000 frs pour les jeunes de moins de 21 ans.

La première moitié de la prime sera versée pendant la première quinzaine de mars et la seconde moitié lors de la première paie qui suivra le 1er mai.

Augmentation des salaires de 10 frs par jour

Cette augmentation est accordée à partir du 12 février 1962, sous forme d'une prime de présence effective au travail.

Elle est de 10 frs dans les entreprises où le travail est réparti sur 258 jours et de 10,30 frs dans celles où il est réparti sur 250 jours.

Cette prime est payée en même temps que le salaire.

Elle ne fait pas l'objet de retenues sociales et n'entre pas en compte pour le calcul des prestations de sécurité sociale, de jours fériés et de salaire hebdomadaire garanti.

Majoration des salaires des ouvriers des groupes I du fond et de la surface

A partir du 5 mars, les salaires des ouvriers du groupe I sont portés au niveau minimum des salaires du groupe II. Le salaire journalier minimum passe ainsi de 256,50 à 258,85 frs pour le fond et de 205,25 à 208,50 frs pour la surface.

A partir du 5 mars, le salaire horaire minimum de l'ouvrier adulte est de 32,36 frs pour le fond et de 26,04 frs pour la surface.

Incorporation de la prime d'assiduité dans le salaire payé à l'occasion d'absences pour motif d'état civil

En vertu de la convention collective sur la réduction de la durée du travail, les employeurs payaient déjà le salaire pour les jours d'absence justifiés par des motifs d'état civil. Depuis le 5 mars, ils paient en outre la prime d'assiduité.

Sidérurgie

1. Pendant le mois de février, les problèmes des salaires des travailleurs de la sidérurgie ont été influencés par une convention collective conclue le 8 février, avec effet au 1er janvier 1962, dans un secteur voisin, celui des fabrications métalliques.

Cette convention a relevé de 4,5 % les salaires effectifs des ouvriers.

2. La précédente livraison de la NOTE D'INFORMATION (1) indiquait qu'à la suite de l'échec des négociations paritaires régionales dans le cadre de la sidérurgie liégeoise, une action était en cours pour l'examen, sur le plan des entreprises, de la demande syndicale de "création d'un fonds de compensation ayant pour objet d'allouer aux travailleurs un complément aux indemnités de chômage".

Cette action s'est poursuivie et, à la fin de février, elle était sur le point d'aboutir dans certaines usines.

3. Les revendications formulées par les organisations syndicales de la sidérurgie de la région de Charleroi au cours du quatrième trimestre de 1961²⁾ ont été examinées lors d'une réunion paritaire régionale qui s'est tenue à la fin de février.

Un accord est intervenu sur les points suivants :

- au 1er février 1962, augmentation de 10 frs par jour de tous les salaires des ouvriers adultes et augmentation proportionnelle pour les jeunes ;
- majoration de 30 % de la prime de productivité et de rentabilité;
- relèvement des indemnités supplémentaires de maladie de 25 à 35 frs par journée d'incapacité de travail à partir du 21e jour de maladie ;
- aménagement de certaines dispositions du règlement relatif à l'octroi aux ouvriers d'une pension complémentaire de vieillesse.

Il a été décidé que des commissions paritaires d'étude allaient examiner les problèmes du chômage technologique et de la réservation de certains avantages aux syndiqués.

SECURITE SOCIALE

Budget du ministère de la Prévoyance sociale

Le MONITEUR BELGE du 3 février 1962 a publié une loi du 26 janvier 1962 contenant le budget du ministère de la Prévoyance sociale pour l'exercice 1962.

(1) VIIe Année, no 1 - p. 13, chiffre 2.

(2) NOTE D'INFORMATION, VIIe Année, No 1 - p. 14, chiffre 3.

Ce budget prévoit les subventions suivantes :

- pour l'assurance maladie-invalidité	2 463 600 000 frs
- pour les allocations familiales	863 000 000 frs
- pour l'assurance vieillesse - décès	7 700 000 frs
- pour les handicapés physiques	18 807 000 frs
	<hr/>
	3 353 107 000 frs.

La réforme de l'assurance maladie-invalidité (1)

Prenant la parole à Bruxelles, à l'occasion de la journée nationale de l'Union des mutualités socialistes, le ministre de la Prévoyance sociale a annoncé qu'un accord était intervenu, au niveau des techniciens, sur le problème du financement et des responsabilités dans le secteur des "soins de médecine courante" prévu dans le cadre de la réforme de l'assurance maladie-invalidité.

Cet accord serait soumis prochainement à la commission de contact P.S.C. - P.S.B.

Le projet de loi serait déposé ensuite.

CONDITIONS DE TRAVAIL

Au cours du mois de février, la commission ad hoc du Conseil National du Travail a poursuivi très activement l'élaboration de l'avis qui lui a été demandé le 31 octobre 1961 par le ministre de l'Emploi et du Travail au sujet d'un avant-projet de loi relatif à "la durée du travail dans les secteurs publics et privés de l'économie nationale" (2).

DANS LES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES

La Fédération nationale des unions professionnelles des ingénieurs des charbonnages de Belgique groupe les ingénieurs et le haut personnel des cadres des mines. Créée en 1956, elle défend les intérêts professionnels et moraux de ses quelque 750 membres, particulièrement en ce qui concerne leurs responsabilités dans le travail.

Au cours d'une réunion tenue à Bruxelles le 27 février, la F.N.U.P.I.C. a défini ses objectifs.

MM. LIGNY, président de FEDECHAR et VERHAEGHE, ingénieur dans le bassin de Campine, ont traité du rôle passé et du rôle futur de l'industrie charbonnière dans la vie économique nationale et souligné la nécessité de raffermir la confiance de l'opinion et des investisseurs dans l'avenir des mines.

(1) NOTE D'INFORMATION, VIIe Année, No 1 - p. 11.

(2) Ibid., - p. 12.

M. DESSARD, président de la F.N.U.P.I.C., a rappelé les différentes interventions de son organisation en faveur des cadres atteints par la crise charbonnière et les fermetures de puits.

M. DESSARD a insisté pour que soit arrêtée une politique de l'énergie où le charbon aura sa place.

LA POLITIQUE DEMOGRAPHIQUE

Par la voie du Bulletin des questions et réponses, il a été demandé au Premier ministre d'indiquer la portée du rapport que M. SAUVY, professeur au Collège de France, a élaboré sur la Wallonie.

Le Premier ministre a répondu de la façon suivante :

" (.....) c'est à la demande du Conseil économique wallon que le
" professeur SAUVY a rédigé un rapport sur les problèmes démographiques de
" la Wallonie.

" Il n'appartient pas au gouvernement de se prononcer sur le contenu
" de ce document rédigé à l'intention d'un organisme privé.

" Il va de soi que, si ce rapport était communiqué au gouvernement,
" il serait, en raison de la qualité de son auteur, examiné avec la plus
" grande attention. Le gouvernement n'ignore pas, en effet, que l'avenir
" économique de la Wallonie dépendra largement de la hardiesse des mesures
" qui seront prises - et qu'il prépare - dans le domaine de la politique
" démographique et familiale. "

PREVENTION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL
ET DES MALADIES PROFESSIONNELLES

On trouvera ci-dessous le texte de la
" Déclaration commune sur la prévention des acci-
dents du travail et des maladies professionnelles"
que les représentants des organisations d'employeurs
et de travailleurs ont signée solennellement ,
à Bruxelles, le 8 juillet 1961, en présence des
ministres du travail et de la santé.

Cette déclaration est la suite d'une ini-
tiative prise, au sein du Conseil supérieur de
Sécurité, d'Hygiène et d'Embellissement des lieux
de travail, par un groupe de travail ad hoc chargé
de promouvoir l'action à mener par tous les inté-
ressés en faveur de la sécurité et de l'hygiène du
travail.

DECLARATION COMMUNE
SUR LA PREVENTION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL
ET DES MALADIES PROFESSIONNELLES

En dépit des efforts incessants des Pouvoirs publics et des orga-
nismes privés, le nombre des accidents du travail ne cesse de croître.
Le chiffre inquiétant d'un demi-million par an, soit un accident toutes
les minutes, est dépassé, tandis que près de deux accidents mortels sur-
viennent chaque jour.

La charge économique imposée à la collectivité par l'ampleur des
accidents et des maladies professionnelles représente, en frais directs
et indirects, un montant annuel de l'ordre de 5 milliards, tout en en-
trainant une perte annuelle de quelque quinze millions de journées de
travail.

En matière de sécurité du travail, des efforts louables ont été déployés dans tous les domaines, mais les résultats nettement insuffisants prouvent la nécessité de poursuivre et d'amplifier, sans relâche, l'action menée jusqu'ici, principalement en ce qui concerne la prévention psychologique et la formation.

La poursuite de la prévention des accidents du travail manquera d'efficacité sans le concours actif et empressé des milieux intéressés à la Sécurité du travail et notamment des organisations d'employeurs et de travailleurs, des chefs d'entreprise, des Services et Comités de Sécurité et d'Hygiène, des techniciens en organisation et en sécurité du travail, des Cadres de tout rang, des travailleurs, des Centres d'enseignement technique et professionnel et des Etablissements d'instruction en général.

En effet, même une législation récente peut être déjà en retard sur l'évolution technique, dont le rythme s'accélère toujours; elle ne fournit, par ailleurs, qu'une protection juridique, qui doit être matérialisée dans les faits.

La vigilance est particulièrement nécessaire dans les entreprises où il n'existe pas de Comités de sécurité et d'hygiène.

L'évolution économique et technique des entreprises pose des problèmes physiologiques et psychologiques nouveaux. La fatigue nerveuse remplaçant peu à peu la fatigue musculaire pourrait entraîner l'apparition d'une nouvelle symptomatologie de la fatigue qui doit retenir l'attention des chefs d'entreprise.

Il est donc urgent et heureusement possible de sauvegarder la primauté de l'humain en assurant l'adaptation du Travail à l'Homme.

La conjugaison et la coordination des efforts de tous les milieux appelés à collaborer à la régression des accidents du travail et des maladies professionnelles répond au vœu unanime de tous ceux que préoccupe et alarme la situation présente.

Aussi convient-il de stimuler et d'organiser, sous l'égide des Pouvoirs publics, l'action concertée de tous les milieux professionnels.

La Fédération des Industries belges, la Fédération des Entreprises non-industrielles de Belgique, la Fédération générale du Travail de Belgique, la Confédération des Syndicats Chrétiens de Belgique, la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique membres du Conseil supérieur de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail marquent leur accord sur le contenu de la " Déclaration commune " ci-après :

A. - OBJECTIF.

Le but de cette déclaration est de promouvoir une action suivie en matière de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles et en faveur de l'embellissement des lieux de travail.

B. - PRINCIPES.

1. La prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles vise essentiellement à sauvegarder l'intégrité physique et morale des travailleurs. Il ne peut y avoir d'opposition d'intérêts en matière de sécurité et d'hygiène du travail; les exigences de la sécurité et de la santé ne peuvent être subordonnées à des considérations financières.
2. Indépendamment de son impératif humain, la prévention exerce une influence favorable et directe sur les plans économique et social.
3. L'enquête administrative ou judiciaire ne peut dispenser de l'étude approfondie des causes d'un accident: celle-ci ne vise pas à déterminer les responsabilités, mais à rechercher les moyens d'éviter la répétition de l'accident. Cette recherche s'étendra aux moyens propres à éviter la répétition d'incidents pouvant provoquer un accident.

Il y a lieu d'examiner dans le même esprit tous les moyens susceptibles d'éviter la répétition de cas de maladies professionnelles.

4. Sans préjudice des droits et devoirs du chef d'entreprise, le Comité de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail, en collaboration avec le Service de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail, doit jouer un rôle prépondérant dans la prévention. Toutes les mesures se rapportant à celle-ci doivent être étudiées au sein du Comité et contrôlées par lui.
5. Le personnel de cadre et de maîtrise a une mission déterminante dans le domaine de la prévention; son attention doit être attirée sur ses responsabilités.
6. Il importe d'assurer la plus large diffusion, tant sur le plan de l'entreprise que sur le plan professionnel et national, aux informations relatives aux aspects de la prévention, notamment aux indications concernant les taux de fréquence et de gravité des accidents du travail.
7. Les organisations professionnelles des employeurs et des travailleurs doivent promouvoir l'éducation et la formation de leurs membres à la sécurité, notamment en insistant sur le respect des consignes de sécurité.

C. - MOYENS.

Il convient de recommander instamment les moyens suivants :

1. Sur le plan général :

- a) donner aux Services d'inspection compétents tous les moyens de nature à leur permettre d'accomplir efficacement les tâches administratives, techniques et éducatives qui leur sont confiées et de faire face à leurs responsabilités, notamment lors de la mise en service de machines, installations, outils dangereux et de l'emploi de matières dangereuses, toxiques ou infectieuses.

- b) coordonner au sein d'un "groupe national permanent d'action et de propagande" les initiatives des organismes officiels et privés, en vue de réaliser et de propager la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles.

2. Sur le plan de la branche d'industrie :

Les Comités professionnels de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail étudieront et proposeront, sans délai, les mesures qui intéressent la sécurité, l'hygiène et l'embellissement des lieux de travail dans le cadre de la branche d'industrie pour laquelle ils sont constitués.

3. Sur le plan de l'entreprise :

- a) vulgarisation et application pratique du Règlement général pour la protection du travail :

l'application de ce Règlement constitue un minimum et ses dispositions doivent être adaptées d'une façon concrète à chaque entreprise ;

à cet effet, la vulgarisation de ces dispositions s'impose, compte tenu des risques particuliers à l'entreprise en cause ;

- b) initiation à la sécurité lors de l'accueil dans l'entreprise ;

avant sa mise au travail, chaque travailleur sera informé des risques particuliers qu'offre le travail auquel il est affecté et des consignes de sécurité à observer.

- c) recherche des causes d'accidents ou de maladie professionnelle :

l'étude approfondie des moyens tendant à éviter la répétition d'un accident ou d'une maladie professionnelle tiendra compte d'éléments tels que :

- les mesures techniques,
- les conditions générales de travail,
- les effets de certains systèmes de rémunération ;

- d) information et propagande auprès du personnel ;

avec le concours du Comité de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail, là où il existe, les moyens suivants devront être envisagés en matière d'information et de propagande ;

- propagande directe et permanente auprès du personnel ;
- organisation périodique de séances éducatives dirigées par des personnes compétentes et se rapportant aux conditions de travail de ceux à qui elles s'adressent ;
- organisation d'expositions, de visites guidées et de démonstrations.

e) formation du personnel de cadre et de maîtrise :

Celui-ci sera spécialement formé aux problèmes de sécurité notamment par l'organisation de "cycles de formation et de rappel" réguliers ;

f) élaboration d'un programme d'embellissement des lieux de travail et des abords par l'application de techniques appropriées.

D. - MODALITES

Les séances éducatives, cycles de formation et autres réunions d'information devront avoir lieu, autant que possible, pendant les heures de travail. Les heures de présence à ces diverses réunions seront, dans tous les cas, rémunérées au taux normal.

Toutes les informations verbales ou écrites devront être adaptées aux conditions de travail des intéressés et formulées, pour les travailleurs belges, dans leur langue. La même mesure est souhaitable pour les travailleurs d'autres nationalités.

E. - INTERPRETATION

Le Groupe national permanent, chargé de coordonner l'action et la propagande en faveur de la prévention, pourra être invité par chacune des organisations signataires à donner son avis sur l'interprétation qu'il convient de donner aux dispositions de la présente Déclaration.

FRANCE

SALAIRES

Sidérurgie

Loire

1. Les réunions paritaires des 2 et 26 février 1962 n'ayant pas abouti à un accord sur la rémunération des ouvriers, les barèmes des salaires garantis ont fait l'objet d'une recommandation patronale.
2. A la suite des réunions des 5, 9 et 23 février consacrées aux mensuels, un accord a été signé le 27 février par la C.G.T., F.O. et la C.G.C. : les salaires garantis et la prime de congés ont été majorés à partir du 1er février 1962.
3. Dans les établissements de la Loire et dans l'usine des Dunes de la Compagnie des ateliers et forges de la Loire, les salaires effectifs ont été relevés de 2 % pour les ouvriers et de 3 % pour les mensuels.

Cependant, l'accord d'entreprise n'est toujours pas renouvelé.

Les organisations syndicales ont demandé une entrevue à la direction générale.

Calvados

Un accord applicable au 1er février 1962 a été conclu, le 22 février, par le Syndicat patronal de la métallurgie du Calvados et les organisations syndicales C.F.T.C. et C.G.T.

Le nouveau barème des ressources horaires minima se présente de la façon suivante (en NF) :

Manoeuvre 1	1,82
Manoeuvre 2	1,85
Ouvrier spécialisé 1	1,91
Ouvrier spécialisé 2	1,98
Professionnel 1	2,17
Professionnel 2	2,37
Professionnel 3	2,60

Salaire minimum interprofessionnel garanti

1. L'indice des prix de détail, dit "des 179 articles", qui sert à la détermination du S.M.I.G. s'est établi à 128,74 en février 1962, contre 128,90 en janvier.

Le seuil de déclenchement de l'échelle mobile du S.M.I.G. se situe à 128,94 .

Le dépassement de ce chiffre pendant deux mois consécutifs entraînerait une revalorisation du S.M.I.G.

2. L'indice "des 179 articles" est appelé à être remplacé par un nouvel indice dont les bases seront élargies.

Le projet, qui est à l'étude dans les ministères intéressés, vise à mettre au point un véritable indice national.

Celui-ci sera calculé d'après des budgets régionaux qui reflèteront des habitudes ou des modes de consommation différentes.

La pondération des articles qui entreront dans la composition de l'indice national sera différente de celle des articles retenus pour l'indice actuel : par exemple, le poste "transports" aura une pondération plus faible, son poids élevé étant propre à Paris (métro, autobus) .

Les relevés de prix seront effectués dans une soixantaine de villes.

Le futur indice comprendra plus d'articles que l'indice actuel - et même que l'ancien indice "des 213 articles", institué en 1949, sur lequel fut indexé en 1952 l'échelle mobile des salaires et qui a été abandonné en 1957.

SÉCURITÉ SOCIALE

Prestations familiales

Le décret n° 62-141 du 5 février 1962 (JOURNAL OFFICIEL du 7.2.1962) a fixé le taux des allocations prénatales à 22 % du salaire de base pour chacune des neuf mensualités, au lieu de 25 % pour les six premières et de 12,5 % pour les trois dernières .

Le même décret a porté de 17 à 18 ans l'âge jusqu'auquel sont dues les allocations familiales pour les enfants en apprentissage.

o o

La grève de Decazeville (1)

Le 20 février 1962, les mineurs de Decazeville ont décidé de mettre fin à la grève sur le tas qu'ils avaient déclanchée le 19 décembre 1961 pour obtenir l'amélioration des mesures de réadaptation et de reconversion qui avaient été arrêtées par le gouvernement.

Le travail a repris le 23 février.

Dans la prochaine livraison de la NOTE D'INFORMATION, on trouvera une analyse des dispositions auxquelles ont abouti les discussions qui se sont déroulées jusqu'à la mi-mars entre le gouvernement, les Charbonnages de France et les organisations syndicales.

Les problèmes de la vieillesse

Le 6 février, M. LAROQUE, conseiller d'Etat, a remis au Premier ministre le rapport de la commission qu'il a présidée - et qui avait été créée par un décret du 8 avril 1960, pour étudier les problèmes de la vieillesse.

Il convient de noter qu'on compte actuellement en France, 7 500 000 personnes âgées de plus de 60 ans et que 5 300 000 d'entre elles ont dépassé 65 ans.

Dans quelques semaines, les ministres compétents proposeront des mesures tenant compte des travaux de la "commission LAROQUE". Le gouvernement arrêtera ensuite les textes réglementaires ou législatifs nécessaires à l'application de ces mesures.

On résumera ci-dessous les principales suggestions de la commission.

Retraite

La commission estime que la limite d'âge (qu'il ne faut confondre ni avec le droit à la liquidation ni avec le moment où chacun décide de ne plus travailler) doit normalement se situer à 65 ans ou, en cas d'usure prématurée, à 60 ans. Respectant les avantages acquis, la commission ne conseille aucun recul de l'âge de la retraite fixé dans de nombreux régimes. Ce qu'elle demande, c'est que le montant de la pension soit majoré pour les salariés qui travaillent plus longtemps (dans des emplois adaptés à leurs possibilités) et que le cumul d'une retraite et d'une rémunération soit autorisé.

La commission considère en effet que, la population inactive devant être plus nombreuse que la population active, l'activité des personnes âgées sera nécessaire, dans les 20 prochaines années, à l'économie française.

(1) Dixième Rapport général, n° 521.

Ressources

La commission indique qu'un minimum de ressources doit être garanti à toute personne ayant dépassé 65 ans - ou 60 ans en cas d'inaptitude physique.

Actuellement, ce minimum devrait atteindre 150 NF par mois, alors qu'il varie de 80 à 90 NF (1)

Le minimum serait révisé chaque année, en fonction de l'évolution des salaires et des prix.

Plafond des ressources

Le plafond des ressources au-delà duquel les allocations ne seraient plus perçues devrait être sensiblement majoré: il devrait correspondre au double des prestations garanties.

Action sociale

L'action sociale en faveur des personnes âgées devrait porter en particulier sur l'aide ménagère, qui constitue un lien matériel et moral entre les vieillards et la collectivité.

Logement

Dans les immeubles en construction, des logements individuels seraient réservés aux personnes âgées.

Spécialement conçus pour elles, ces logements leur permettraient de continuer à être mêlées à tous les groupes d'âge.

La commission demande la construction de 12 000 logements par an.

Organisation et financement

Une seule allocation devrait remplacer, pour les non bénéficiaires d'une pension, les multiples formes de l'aide actuelle: allocation aux vieux travailleurs salariés, allocation spéciale, allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité.

La commission souhaite que le financement de l'allocation unique soit " l'expression de la solidarité nationale " ; c'est-à-dire, qu'il soit assuré par l'impôt. Une caisse spéciale recevrait le produit d'une recette "individualisée" et le répartirait entre les ayants droit.

(1) Le relèvement des différentes allocations ou pensions à 150 NF par mois représenterait une dépense supplémentaire d'environ 3 milliards de NF.

La formation professionnelle

L'armée et la formation professionnelle

Les décisions prises par le gouvernement, dans le cadre du IVe plan, pour développer la formation professionnelle auront des répercussions dans l'armée.

Le ministre compétent vient de décider

- que l'information donnée aux appelés sur les possibilités de reclassement à la fin de leur service militaire sera généralisée et améliorée;
- que les appelés bénéficieront de la possibilité d'acquérir une formation professionnelle pendant leur séjour sous les drapeaux.

Les mesures destinées à assurer l'information des jeunes du contingent seront appliquées au début du mois d'avril.

Des officiers seront chargés de conseiller les appelés. Par des conférences et la distribution de notices, les "officiers-conseils" renseigneront les recrues, dès la fin de leur instruction, sur la possibilité de trouver un emploi, à la fin de leur service, avec l'aide de l'armée et sur les moyens de suivre des cours par correspondance. Dix mois avant la libération, les renseignements seront de nouveau fournis collectivement.

Les conseillers devront également pouvoir donner à ceux qui les leur demanderont des renseignements sur la situation de l'emploi, suivant les départements, dans les différentes professions, ainsi que sur la procédure à suivre et les moyens de promotion sociale.

Un "guide de l'officier-conseil" sera établi par la commission armée-jeunesse, qui centralisera et répartira la documentation nécessaire et répondra aux demandes de renseignements qui lui seront adressées.

Enfin, les "officiers-conseils" pourront correspondre directement avec les offices départementaux du travail, les centres régionaux du Bureau universitaire de statistique, les inspections d'académie, les inspections de l'enseignement technique, les services agricoles départementaux et les chambres de commerce.

Le problème de la formation professionnelle pendant le service militaire est actuellement à l'étude dans les ministères des armées, du travail et de l'éducation nationale.

On envisage, d'une part, l'organisation de cours du soir de formation professionnelle et, d'autre part, le développement d'un système d'équivalence entre les certificats d'aptitude professionnelle et les brevets militaires correspondants.

La formation professionnelle des adultes

Depuis 1945, plus de 300 000 travailleurs qualifiés sont sortis des centres de formation professionnelle des adultes (F.P.A.).

A l'origine, ces centres étaient surtout consacrés aux métiers du bâtiment mais, aujourd'hui, ils sont adaptés aux besoins nouveaux que crée l'évolution technique.

La F.P.A. s'efforce d'atteindre un triple objectif :

- prévenir le chômage ;
- aider à la conversion des entreprises et à la réadaptation de leur main-d'oeuvre ;
- réaliser la promotion professionnelle et sociale.

Ce dernier objectif a entraîné le développement des stages du second degré: techniciens du bâtiment et des travaux publics, dessinateurs, conducteurs de travaux, etc.

Il existe actuellement 105 centres de F.P.A. (1)

Les stagiaires sont logés gratuitement et paient leurs repas à un prix modique. En plus d'une indemnité égale au S.M.I.G., ils peuvent recevoir une allocation. L'indemnité et l'allocation leur assument, au total, environ 80 % de leur rémunération antérieure.

L'enseignement technique supérieur

S'adressant à des universitaires britanniques venus en France pour un voyage d'étude, le Premier ministre a récemment exposé les deux grands problèmes qui préoccupent le gouvernement dans le domaine de l'enseignement:

- développer l'enseignement technique et, particulièrement, l'enseignement technique supérieur ;
- favoriser la promotion sociale.

Le Premier ministre a notamment déclaré que le gouvernement souhaitait la création de facultés techniques " cherchant, non pas à former avant " tout des professeurs, mais des ingénieurs " et il a précisé : "Le ministre " de l'éducation nationale prépare un texte qui permettra d'avoir des professeurs de faculté issus des milieux industriels. "

L'hygiène, la médecine et la sécurité du travail

1. Le Groupement de prévention et d'entr'aide (11bis, rue de Portalis-Paris, VIIIe) vient de publier la septième édition de son manuel pratique "Hygiène et Sécurité".

Ce manuel, de 1200 pages environ, contient les lois et les textes réglementaires relatifs à l'hygiène et à la sécurité, parus au 15 décembre 1961.

(1) L'organisme à charge de l'Etat dénommé A.N.I.F.G.M.O. (Association nationale interprofessionnelle pour la formation rationnelle de la main-d'oeuvre) gère ces 105 centres et règle en outre tous les problèmes techniques et pédagogiques de 120 centres divers qui sont aidés par le ministère du travail.

La préface analyse les deux sources de la réglementation en matière d'hygiène et de sécurité : les décrets préparés par la Direction générale du Travail et de la Main-d'oeuvre et les arrêtés d'extension des règlements des caisses régionales de sécurité sociale.

L'ouvrage comprend quatre grandes parties :

- textes de base ;
- prévention des accidents du travail ;
- prévention des maladies professionnelles ;
- matières non régies par le ministère du travail.

Un sommaire est consacré aux textes du code de l'urbanisme qui intéressent la construction d'usines nouvelles.

2. Les Septièmes journées nationales de médecine du travail auront lieu à Paris les 17, 18 et 19 septembre 1962.

Elles seront notamment consacrées à l'étude des aspects pathologiques et des incidences psycho-physiologiques de la répartition des horaires de travail.

Renseignements et inscriptions :

SECRETARIAT DES 7^e JOURNÉES
15, rue de l'Ecole de Médecine
PARIS - VI^e Tél.: MED.11-88

3. Le Laboratoire de physiologie du travail du Conservatoire national des arts et métiers organise à Paris, du 14 au 26 mai 1962, un cycle de cours, destinés aux ingénieurs confirmés, sur l'adaptation du travail à l'homme.

Ce sera la première fois qu'un enseignement systématique dans ce domaine sera dispensé en France - et, probablement aussi, en Europe continentale.

On désire fournir aux ingénieurs des éléments techniques qui leur permettent d'améliorer les conditions de travail dans l'entreprise.

Renseignements et inscriptions :

Messieurs SCHERRER et WISNIER
Laboratoire de physiologie du travail
du Conservatoire national des arts et métiers
41, rue Gay-Lussac
PARIS - Ve Tél.: ODE 93-94

Ajustement des pensions et assurance-maladie des pensionnés

Le Président de la République italienne a promulgué (Gazzetta Ufficiale n° 15 du 18/1/1962) la loi n° 1443 du 31 décembre 1961 portant augmentation des cotisations au Fonds d'ajustement des pensions et d'assurance-maladie des pensionnés.

Il s'agit d'une loi nouvelle et importante entrant dans le cadre de la législation italienne sur la sécurité sociale et dont la teneur est la suivante :

Article 1

A dater du début de la période de paye suivant le 31 décembre 1961, la cotisation supportée pour les deux tiers par l'employeur et pour un tiers par le travailleur - et destinée au financement de l'assurance-maladie des pensionnés, dont l'organisme assureur est, conformément à la loi n° 692 du 4 août 1955, le Fonds d'ajustement des pensions et d'assurance-maladie des pensionnés - est fixée à 2,80 % de la rémunération.

En vertu de la disposition visée au paragraphe précédent, la cotisation à verser par l'employeur et le travailleur au Fonds d'ajustement des pensions et d'assurance-maladie des pensionnés, conformément à l'article 1 du décret n° 54 du 2 février 1960 du Président de la République, est majorée de 1,50 % de la rémunération.

En outre, à partir de la même période, il sera perçu, en sus de la cotisation précitée, un supplément de 0,20 % de la rémunération destiné à faire face à la fraction des frais encourus pendant la période antérieure au 31 décembre 1961, non couverte par l'assurance-maladie des pensionnés.

Article 2

L'Institut national de prévoyance sociale (Istituto nazionale della provvidenza sociale) versera à l'Institut national d'assurance-maladie (Istituto nazionale per l'assicurazione contro le malattie) ainsi qu'aux autres organismes d'assurance-maladie des pensionnés, financés par le Fonds d'ajustement des pensions et d'assurance-maladie des pensionnés, les montants encaissés, jusqu'à la période de paye commençant avant le 31 décembre 1961, par application du taux de 1,50 % de la rémunération perçu aux termes du 2ème alinéa de l'article 1 du décret n° 54 du 2 février 1960 du Président de la République.

L'Institut national de prévoyance sociale versera en outre à l'Institut national d'assurance-maladie, à titre d'avance et sans intérêts, un montant de 35 milliards de lires, qu'il récupérera en opérant une retenue sur les recettes que l'Institut national d'assurance-maladie réalise en appliquant le taux supplémentaire de 0,20 % mentionné à l'article 1 ci-dessus.

De plus, l'Institut national de prévoyance sociale versera à l'Institut national d'assistance au personnel des collectivités locales, un montant de 863 399 127 lires, correspondant à la charge supportée du 1er novembre 1955 au 31 août 1960 pour l'assurance-maladie des pensionnés dans le cadre de l'assurance générale obligatoire invalidité, vieillesse et survivants. Pour le paiement de ce montant, l'Institut national de prévoyance sociale utilisera les recettes obtenues par application du taux supplémentaire de 0,20 % prévu à l'article 1 ci-dessus.

Article 3

Les organismes, fonds, caisses, administrations et entreprises énumérés à l'article 5, alinéas a), b) et d) de la loi n° 692 du 4 août 1955 sont tenus, conformément aux dispositions de cette loi, d'assumer le financement des prestations d'assurance-maladie aux pensionnés pour la période allant du 1er septembre 1960 au 31 décembre 1963.

Les modalités de financement font l'objet de conventions entre les institutions visées à l'alinéa précédent du présent article et les organismes d'assurance-maladie des pensionnés, conventions qui doivent être approuvées par le ministre du travail et de la prévoyance sociale. S'il ne peut être établi de convention, le financement sera arrêté par décret du ministre du travail et de la prévoyance sociale en accord avec les ministres intéressés.

Si les ressources normales ou les fonds dont disposent les institutions visées au premier alinéa du présent article se révèlent insuffisants pour financer l'assurance-maladie des pensionnés, il sera remédié à cet état de choses par ajustement du taux des cotisations.

Article 4

Les caisses de pensions appartenant aux instituts de prévoyance relevant du ministère du trésor, les offices de pensions, les fonds spéciaux et autres institutions mentionnées à l'article 5, (alinéa c) de la loi n° 692 du 4 août 1955 assument, pour la période allant du 1er septembre 1960 au 31 décembre 1963, le financement des prestations servies aux titulaires de pensions ou aux bénéficiaires de rentes viagères en application de cette même loi.

Les modalités relatives au financement visé à l'alinéa précédent du présent article sont arrêtées par décret du ministre du trésor en accord avec les ministres intéressés et après consultation des conseils d'administration des organismes d'assurance-maladie des pensionnés.

Les fonds affectés au financement dont il est fait mention aux deux alinéas précédents sont fournis par une cotisation complémentaire dont le taux et la répartition sont fixés par décret du ministre du trésor en accord avec les ministres intéressés.

Par dérogation aux dispositions du premier alinéa du présent article, le financement des prestations servies aux titulaires de pensions ou aux bénéficiaires de rentes viagères, visés à ce même alinéa et faisant partie des personnes inscrites pour l'assurance-maladie à l'Institut national d'assistance au personnel des collectivités locales, est assumé, à partir du 1er janvier 1962, directement par l'administration assurance-maladie de cet institut.

A compter de la même date, la cotisation à verser à l'Institut national d'assistance au personnel des collectivités locales, prévue

par l'article 6 de la loi n° 259 du 14 avril 1957, est portée à 6,5 % de la rémunération soumise à cotisation, dont 3,5 % à charge de la collectivité qui est employeur et 2,75 % à charge du travailleur.

Article 5

Sans préjudice de la disposition figurant au 4ème alinéa de l'article précédent, l'assurance-maladie des pensionnés prévue par la loi n° 692 du 4 août 1955 sera financée, à dater du 1er janvier 1964, par les différents organismes d'assurance-maladie des travailleurs en activité.

Afin de permettre à ces organismes de faire face à cette charge, la cotisation d'assurance-maladie sera majorée d'un taux qui sera fixé séparément pour chacun des organismes assureurs.

Le taux de majoration prévu à l'alinéa précédent sera fixé de la même manière et selon les mêmes modalités que la cotisation qu'il est appelé à compléter.

Le taux de majoration précité sera fixé avant le 31 décembre 1963, par décret du Président de la République, sur proposition du ministre du travail et de la sécurité sociale en accord avec le ministre du trésor et après consultation des conseils d'administration des organismes d'assurance-maladie intéressés, selon les besoins de l'assurance-maladie des pensionnés de chacun de ces organismes.

A dater du 1er janvier 1964, le "Fonds d'ajustement des pensions et d'assurance-maladie des pensionnés" reprendra la dénomination de "Fonds d'ajustement des pensions".

Article 6

A partir de la période définie au premier alinéa de l'article 1er de la présente loi, le taux des cotisations à verser au titre de l'assurance-maladie pour les travailleurs relevant de l'Institut national d'assurance-maladie, telles qu'elles sont prévues aux tableaux B annexés aux décrets législatifs n° 213 du 19 avril 1946 et n° 1304 du 31 octobre 1947, modifiés par l'article 1er de la loi n° 74 du 19 février 1951, par l'article 6 de la loi n° 692 du 4 août 1955 et par le décret du Président de la République n° 870 du 26 août 1959, est augmenté de 0,40 % de la rémunération soumise à cotisation conformément aux dispositions en vigueur.

Article 7

Le texte du premier alinéa de l'article 3 de la loi n° 692 du 4 août 1955 est remplacé par le suivant :

"L'assurance-maladie en faveur des personnes mentionnées à l'article 1er de la présente loi comporte les prestations suivantes :

- 1) traitement médical (par généraliste ou spécialiste) y compris obstétrique;
- 2) hospitalisation;

- 3) produits pharmaceutiques;
- 4) assistance sanitaire complémentaire.

Cotisations à l'assurance-maladie

Conformément à l'article 6 de la loi n° 1443 précitée, les cotisations à l'Institut national d'assurance-maladie (I.N.A.M.) (voir article 2) sont majorées de 0,40 % de la rémunération soumise à cotisation. A la suite de cette majoration, les cotisations à cet organisme se répartissent entre travailleurs et employeurs de la manière suivante :

Ouvriers et cadres subalternes

7,70 %, dont 7,55 % à la charge de l'employeur
0,15 % à la charge du travailleur

Employés

5,70 %, dont 5,55 % à la charge de l'employeur
0,15 % à la charge du travailleur

Ces pourcentages portent sur la rémunération brute au-delà de 500 lires par jour.

Sécurité vieillesse des dirigeants d'entreprises industrielles

Le décret n° 1338 du 14 septembre 1961 du Président de la République (Gazzetta Ufficiale n° 322 du 30 décembre 1961) modifie les dispositions juridiques publiées antérieurement en ce qui concerne la sécurité vieillesse des dirigeants d'entreprises industrielles.

Aux termes de ce décret, il faut avoir cotisé durant 30 années (précédemment 35) pour pouvoir bénéficier de la pension maximum qui est de 80 % de la rémunération annuelle moyenne.

La pension annuelle est payable en 13 mensualités. Elle s'élève à autant de trentièmes des 80 % du salaire annuel moyen qu'il y a eu d'années de cotisations.

Dans chaque cas, il est accordé une pension minimum des 10/30èmes de 80 % lorsque la diminution de gain est de 50 à 80 % et de 15/30èmes lorsque le gain est réduit de plus de 80 %.

Les dirigeants d'entreprises industrielles peuvent souscrire une assurance volontaire continuée lorsqu'ils quittent une entreprise. Les cotisations volontaires comprennent dans ce cas la cotisation que le dirigeant doit verser en tant que salarié plus celle qu'il doit payer comme employeur. Les cotisations d'assurance volontaire ne doivent être ni inférieures ni supérieures aux cotisations que l'assuré a versées pendant ses dernières années d'affiliation au régime ordinaire.

LUXEMBOURG

Indice du coût de la vie -
Production - Emploi

Indice du coût de la vie

L'indice du coût de la vie a baissé de 133,43 en janvier 1962 à 132,82 en février.

La moyenne des six derniers mois était en février de 132,92, en janvier 132,96.

(Source: Office de la Statistique Générale, Luxembourg)

<u>Production</u>	Janvier 62	Février 62 (1)
Mineral de fer	617 to	539 to
Fonte brut et ferro-alliages	307 "	301 "
Acier brut	326 "	326 "

(1) chiffres provisoires)

Emploi

Dans l'ensemble de l'industrie luxembourgeoise, le nombre total des ouvriers occupés en FEVRIER 1962 a été de 45.217 = 100 % en moyenne.

Ce chiffre comprenait :

Luxembourgeois	Etrangers	Belges	Allemands	Français	Italiens	Divers
32.104	13.113	2.256	1.885	779	6.983	1.210
71	29					

parmi lesquels il y avait 2.045 femmes et 374 jeunes gens au-dessous de 16 ans.

Dans l'industrie sidérurgique (Hauts-fourneaux, aciéries, laminoirs et minières) on dénombrait au cours du même mois 24.160 = 100 % ouvriers, dont:

Luxembourgeois	Etrangers	Belges	Allemands	Français	Italiens	Divers
20.535	3.627	1.638	129	432	1.016	412
84,99	15,01					

(Source: Inspection du Travail et des Mines)

PAYS-BAS

Production, stocks et situation de l'emploi
dans les charbonnages - Production et situation
de l'emploi dans la sidérurgie - Durée du
travail et salaires

Production, stocks et situation de l'emploi dans les charbonnages

La production de charbon des Pays-Bas s'est élevée à 0,965 million de tonnes en février 1962 et à 1,094 millions de tonnes dans le mois précédent.

Les stocks globaux de charbon accumulés sur le carreau des mines sont tombés de 517 000 tonnes, en janvier, à 483 000 tonnes (chiffre provisoire) en février; les stocks globaux de coke de houille sont tombés de 270 000 à 263 000 tonnes (chiffre provisoire).

Le nombre d'ouvriers du fond inscrits s'élevait à 26 544 à la fin de février et à 26 600 à la fin du mois précédent.

Le rendement par homme et par poste s'est élevé à 2 199 kg à la fin de février et à 2 178 kg, à la fin du mois précédent, ce qui signifie que les Pays-Bas occupent la seconde place en ce qui concerne le rendement dans la Communauté.

Aucun poste chômé n'a été signalé.

La pénurie de main-d'oeuvre se traduit par un manque d'environ 1500 travailleurs du fond. On évalue à 1000 le nombre de travailleurs frontaliers néerlandais occupés dans les services du fond des mines allemandes situées près de la frontière et qui font le trajet quotidien.

Production et situation de l'emploi dans la sidérurgie

Les Pays-Bas ont produit 127 000 tonnes (chiffre provisoire) de fonte et de ferro-alliages de haut fourneau en février contre 125 000 tonnes le mois précédent ; la production d'acier brut s'est élevée à 161 000 tonnes (chiffre provisoire) en février contre 168 000 tonnes le mois précédent.

L'industrie sidérurgique occupe environ 20 000 travailleurs, dont environ 15 000 constituent les effectifs de la "Hoogovens". Les statistiques de l'emploi, qui chiffrent à environ 200 000 le nombre des travailleurs de l'industrie métallurgique lourde, n'indiquent pas séparément le nombre des travailleurs de la sidérurgie.

Au cours des mois à venir, le recrutement des travailleurs étrangers pour la "Hoogovens" sera intensifié (1).

(1) NOTE D'INFORMATION, VIe année, N° 4, p. 36 et N° 6 p. 34.

ROYAUME - UNI

Salaires des mineurs

Voici la dernière proposition faite par le N.C.B. (National Coal Board) en réponse aux revendications du N.U.M. (Syndicat national des mineurs) au nom de 293 000 ouvriers à la journée et ouvriers de métier:

- Augmentation de 7s. 6d. par semaine pour les ouvriers à la journée et de 10s. 6d. pour les ouvriers de métier ;
- Date d'entrée en vigueur de ces augmentations fixée au 1er avril;
- Le syndicat doit demander à son district de ne pas modifier les taux du travail à la tâche pendant 12 mois ;
- Le rendement par homme et par poste à atteindre avant toute réduction de l'horaire de travail est de 34 cwt. (1 cwt = 50,8024 kg).

Cette offre a d'abord été repoussée par le N.U.M. au cours d'une réunion tenue avec Lord Robens le 8 février et il a été annoncé, à l'issue de la réunion, que le N.U.M. entrerait en contact avec le T.U.C. pour examiner les possibilités d'une action coordonnée des syndicats contre la politique de limitation des salaires du gouvernement.

Puis, lors d'une réunion tenue le 25 février, une conférence des délégués de la N.U.M. a accepté les augmentations de salaires variant de 7s. 6d. à 10s. 6d. par semaine à compter du 1er avril, proposées par le N.C.B.

L'accord, qui doit être approuvé par les conseils régionaux de la fédération, relèvera d'un peu plus de 3,75 % les salaires de 293 000 mineurs payés à la journée. Les travailleurs à la tâche de l'industrie charbonnière espèrent obtenir des augmentations correspondantes lorsqu'ils négocieront de nouvelles conventions au cours des prochains mois.

M. S. Ford, président de la N.U.M. a déclaré après la réunion que ni le bureau de la fédération ni les délégués n'étaient satisfaits des propositions du N.C.B., mais qu'ils estimaient que c'était là le maximum que le syndicat pouvait obtenir dans les circonstances présentes. Les propositions du N.C.B. ont été acceptées par 392 voix contre 212.

(Source: Colliery Guardian, n°5261 - 12.2.62 - et
n° 5263 - 1.3.62)

CONGRES DES EMPLOYES DE L'UNION DES SYNDICATS ALLEMANDS
(DEUTSCHER GEWERKSCHAFTSBUND)

Le Deutsche Gewerkschaftsbund est l'organisation de la République fédérale qui groupe le plus grand nombre d'employés. Sur ses 6,5 millions d'adhérents elle en compte environ 750 000, affiliés à un de ses 16 syndicats organisés au niveau des branches d'industrie. Il y avait 478 délégués des employés au 4ème Congrès qui s'est tenu du 15 au 17 mars 1962 à Brême.

De nombreuses personnalités venues d'Allemagne et de l'étranger assistaient également à ce congrès: représentants du sénat de la ville libre hanséatique de Brême, du gouvernement fédéral, du ministère du travail et des Affaires sociales ainsi que du ministère de l'économie, présidents d'organismes d'assurance sociale, le président de l'Office fédéral du placement, représentants des églises, de tous les partis du Bundestag et de la municipalité de la ville de Brême, représentants de la C.E.C.A., de la C.E.E., de l'Union internationale des syndicats libres, des organisations d'employés sympathisantes, internationales et nationales, des pays de l'ouest et des pays scandinaves.

La lecture du rapport d'activité, les exposés des délégués et les discussions ont fait l'objet de la majeure partie des travaux du congrès.

Le point culminant de ces assises a été la présentation du "programme social des employés". Celui-ci comporte des directives à suivre dans le cadre d'une politique sociale que l'on se propose de faire entrer dans les faits au cours des prochaines années.

En ce qui concerne la formation et le perfectionnement professionnels, ce programme revendique la mise en place de cours de perfectionnement jusqu'au niveau des écoles techniques, la formation et le perfectionnement des agents de maîtrise, le développement de la formation de techniciens et d'ingénieurs, la promotion des éléments les plus doués, la gratuité de l'enseignement dans tous les Länder de la République fédérale, la participation de la DGB aux décisions intéressant toutes les questions de formation professionnelle et de représentation paritaire dans tous les organes des établissements de formation professionnelle.

Le programme comporte un certain nombre de revendications dans le domaine de l'aménagement en faveur des employés de la législation sur la protection des travailleurs: adoption d'une loi moderne et de grande portée sur la protection du travail, réforme de la législation sur la durée du travail, suppression pour les employés mécanographes du travail rémunéré à la tâche et par primes, installation de locaux et de postes de travail sains, meilleure protection des jeunes, création de cours de protection du travail dans toutes les écoles de formation professionnelle et les établissements d'enseignement technique, encouragement à la recherche scientifique dans le domaine du travail et introduction, comme matière d'examen, de la médecine du travail dans toutes les universités.

La politique conventionnelle s'efforce d'obtenir une nouvelle amélioration du revenu et des rapports de travail: relèvement des salaires, prolongation des congés payés, durée hebdomadaire du travail ramenée à 40 heures étalées sur cinq jours, complément de salaire mensuel, versement de la part de l'employeur dans le cas où l'employé cotise à une assurance complémentaire volontaire couvrant les risques maladie et vieillesse.

En ce qui concerne la politique fiscale, le programme demande pour les employés une augmentation du montant et du nombre des franchises dans de nombreux domaines de l'impôt sur le revenu.

Assurance-maladie: pas de limitation de l'assurance complémentaire volontaire; pas de participation aux frais autres que le versement des cotisations, construction de nouveaux hôpitaux et modernisation des anciens.

Assurance-employés: extension de l'assurance à tous les employés, calcul de la base de la pension en fonction de la moyenne du salaire brut annuel de tous les employés, pension vieillesse à partir de 60 ans pour les professions où les employés sont particulièrement exposés au risque, pension vieillesse fixée à 75 % du salaire de base individuel retenu par le calcul de la pension, pensions de veuve et de veuf à 70 % de la pension de l'assuré, relèvement du plafond des cotisations triple de la cotisation servant actuellement de base au calcul de la pension, régime général et ajustement annuel automatique des pensions des employés aux salaires et traitements.

Assurance-accidents: paiement des frais par l'assurance à partir du premier jour de l'accident, ajustement annuel automatique des pensions et autres prestations en espèces aux salaires et traitements, pension fixée aux 3/4 du gain annuel en cas d'incapacité totale de travail, paiement d'une pension même en cas d'incapacité à 10 %, pension de veuve à 5/10e ou pension de veuf à 3/10e du gain annuel du conjoint décédé, refus du rachat forfaitaire obligatoire des pensions servies au titre de l'assurance-accidents.

Le congrès a permis de faire un large tour d'horizon des problèmes sociaux touchant les employés dont le nombre, de 1959 à 1960, est passé de 3,5 à 5,6 millions en République fédérale (ouvriers de 11,2 à 12,6).

ACTIVITE DE LA HAUTE AUTORITE
DANS LE DOMAINE SOCIAL

LA RECONVERSION

LES REALISATIONS

Belgique

Dans le Borinage

Le Dixième Rapport général (1) annonçait que la Haute Autorité avait demandé au Conseil spécial de ministres l'avis conforme qui lui était nécessaire pour octroyer un prêt à la société Aleurope - qui se propose de construire une usine de laminage d'aluminium à Ghlin-Baudour - et que le Conseil avait donné à l'unanimité l'avis conforme sollicité, sous réserve que la Commission de la C.E.E. confirme que le projet sera réalisé sans préjudice des dispositions des articles 92 et suivants du traité de Rome.

La Commission a reconnu en février 1962 que le financement du projet n'était pas incompatible avec les règles de concurrence en vigueur dans le Marché commun.

Au cours de sa 668e séance, le 22 février, la Haute Autorité a donc décidé d'accorder un prêt de 125 millions de francs belges à la société Aleurope.

La nouvelle usine devra recruter environ le quart de son personnel parmi les mineurs licenciés à la suite de fermetures de mines.

Le programme de production prévoit la fabrication de feuilles minces d'aluminium, avec des possibilités d'extension vers différents secteurs de demi-produits et de produits finis.

La capacité initiale de production sera de l'ordre de 12.000 tonnes par an.

(1) N° 523.

LES SALAIRES, LA SECURITE SOCIALE ET LES CONDITIONS DE TRAVAIL

Salaires

1. Le 26 février 1962, a eu lieu la première réunion des experts qui élaboreront une des trois études, dont le Dixième Rapport général annonçait la publication en 1963 (1), sur l'évolution de la politique sociale et de la situation économique et sociale des travailleurs des mines et de la sidérurgie depuis l'ouverture du Marché commun du charbon et de l'acier.

Les experts ont discuté le plan de l'étude relative à l'évolution des salaires et des conditions de travail.

Cette étude concerne à la fois les salaires et les conditions de travail parce que c'est tantôt sur les uns et tantôt sur les autres ou sur les uns et les autres en même temps, que portent, suivant les circonstances, l'action des gouvernements et celle des partenaires sociaux.

L'étude ne sera pas une monographie sur l'évolution des salaires et des conditions de travail mais une synthèse des idées, des politiques et des faits et une analyse des évolutions particulières et générales.

Elle comprendra trois parties :

- évolution de la situation économique et sociale générale, au sein de laquelle se situent les industries de la C.E.C.A. ;
- évolution de la situation économique et sociale des industries de la C.E.C.A. ;
- tendances de l'évolution de la politique sociale (salaires et conditions de travail).

Dans la première partie, on s'efforcera notamment d'analyser et de caractériser, pour chaque pays

- la politique et l'action du gouvernement et des partenaires sociaux ;

(1) Nos 556 - 558.

- les "grands moments" de la politique sociale telle qu'elle se dégage de la confrontation des politiques gouvernementale, patronale et ouvrière ;

- les résultats obtenus dans le domaine des salaires et des conditions de travail.

Sécurité sociale

2. Le 27 février 1962, les experts gouvernementaux ont procédé à un premier examen des données statistiques qui ont été fournies à la Haute Autorité en vue de la réalisation de l'enquête sur la comparaison des charges de sécurité sociale dans le régime minier et dans le régime général (1).

Les résultats du dépouillement ont été présentés aux experts sous la forme de 29 tableaux.

Ces tableaux devront encore être complétés sur certains points.

3. Les services de la Haute Autorité, ceux de la Commission de la C.E.E. et ceux de l'EURATOM sont en train de préparer ensemble une conférence sur les objectifs et les méthodes de l'harmonisation de la sécurité sociale.

Cette conférence, qui aura lieu à Bruxelles dans la première quinzaine de décembre 1962 et qui durera cinq jours, réunira environ 150 personnes.

Les participants représenteront les ministères intéressés, les organisations professionnelles d'employeurs et de travailleurs, les institutions de sécurité sociale, les milieux juridiques, scientifiques et médicaux, les mouvements familiaux et les organisations européennes et internationales intéressées.

Les travaux s'organiseront autour des trois thèmes suivants :

- extension du champ d'application de la sécurité sociale ;

(1) Dixième Rapport général, n° 566.

- financement de la sécurité sociale ;
- objectifs et méthodes de l'harmonisation des prestations.

Chacun de ces thèmes fera l'objet d'un rapport général qui pourra être complété par une série de rapports parallèles sur les problèmes spéciaux des différents régimes et, notamment, du régime minier.

La Haute Autorité et les Commissions de la C.E.E. et de l'EURATOM comptent utiliser les résultats de la conférence pour orienter leurs travaux futurs.

Droit du travail

4. Les 19 et 20 février 1962, les membres du groupe de travail "Spécialistes du droit du travail" ont approuvé le rapport qui concernera les Pays-Bas, dans l'étude sur la relation du travail.

Ils ont également commencé à discuter le plan d'une nouvelle étude, qui sera consacrée aux organisations professionnelles.

LE LOGEMENT

LA POURSUITE DES OPERATIONS FINANCIERES

France

Le troisième et le quatrième programmes avec crédits (1)

1. Ainsi que le Dixième Rapport général le laissait prévoir, les pourparlers menés en France ont abouti, au début de l'année 1962, à des solutions qui permettront de rattraper le retard que la réalisation du troisième et du quatrième programmes avait pris du fait des modifications apportées depuis 1959 à la législation des prêts accordés par le Crédit Foncier et des difficultés rencontrées pour mobiliser les moyens financiers complémentaires sur le marché des capitaux.

La Haute Autorité a adapté ses mécanismes de financement aux conditions qui sont en vigueur en France et décidé de réunir les tranches françaises du troisième et du quatrième programmes: les fonds qui restent disponibles dans le cadre du troisième programme et ceux qui sont prévus au titre du quatrième seront utilisés en même temps.

Le 14 février 1962, la Haute Autorité a affecté 35 millions de NF en provenance de la réserve spéciale au financement de logements qui seront construits en France :

- 10 millions pour environ 1.000 logements qui seront destinés à des travailleurs des charbonnages ;

- 25 millions, s'ajoutant aux 5 millions qui ont déjà été attribués à Dunkerque (2), pour quelque 3.000 logements destinés à des travailleurs de la sidérurgie et des mines de fer.

Les projets présentés à la Haute Autorité par les Charbonnages de France ressortissent à deux catégories :

(1) Au sujet du troisième programme, voir: Dixième Rapport général, n° 579; pour le quatrième, *ibid.*: nos 580-584.

(2) Dixième Rapport général, n° 579.

- des opérations spéciales de construction de logements qui seront mis à la disposition des mineurs transférés, pour cause de réduction d'activité, dans le groupe Tarn du bassin d'Aquitaine, dans les Cévennes et en Lorraine ;

- des opérations d'accession à la propriété.

Chacune des deux catégories comprend la construction d'environ 500 logements et bénéficie de 5 millions de NF de crédits fournis par la Haute Autorité au taux d'intérêt de 1 % et cautionnés ou garantis par les Charbonnages de France.

La durée du prêt est de 35 ans dans le cas des logements d'accueil et de 20 ans dans celui de l'accession à la propriété.

Les Houillères de Bassin et les sociétés de construction mettent les fonds de la Haute Autorité à la disposition des bénéficiaires selon les conditions de taux et de durée que celle-ci a elle-même consenties.

La ventilation des prêts affectés à l'accession à la propriété est la suivante (en millions de NF) :

Nord - Pas-de-Calais	1,2
Lorraine	3
Centre-Midi	0,8

Quant aux 25 millions de NF que la Haute Autorité a attribués à la tranche " Sidérurgie - Mines de fer " , ils sont prêtés, au taux de 1 % et pour une durée maxima de 20 ans, à une banque spécialisée dans le financement de la construction (Caisse générale de l'industrie et du bâtiment), qui les reprête à son tour aux différents bénéficiaires : sociétés de construction, entreprises ou travailleurs.

Les trois-quarts des quelque 3.000 logements qui seront construits sont destinés à l'accession à la propriété.

Le taux d'intérêt des prêts accordés par la C.G.I.B. ressort à 1,75 %, augmentés des frais d'étude des dossiers.

D'une façon générale, le " prêt C.E.C.A. " peut atteindre

- pour les logements primés à 10 NF ("Logécos") et bénéficiant du prêt spécial du Crédit foncier ou pour les opérations bénéficiant d'un financement H.L.M.: 15 % du coût total du logement, y compris le terrain, à condition qu'un montant au moins égal soit ajouté par l'entreprise intéressée ;

- pour les logements primés à 6 NF et bénéficiant du prêt spécial du Crédit foncier: 25 % du coût total du logement, y compris le terrain, à condition qu'un montant au moins égal soit ajouté par l'entreprise intéressée ;

- pour les logements construits sans intervention du Crédit foncier ou d'un autre organisme similaire (législation H.L.M.) : 33 % du coût total du logement, y compris le terrain, à condition qu'un montant au moins double soit ajouté par l'entreprise intéressée.

Les fonds fournis par les industries de la C.E.C.A. (sous forme de prêts à faible intérêt) pourront provenir soit de leurs ressources propres soit d'emprunts effectués sous la responsabilité de l'entreprise.

Mais, en tout état de cause, les conditions financières applicables à ces fonds devront être établies de telle façon que les loyers ou les charges supportées par l'utilisateur final restent dans des limites raisonnables.

Le quatrième programme avec crédits (Allemagne)

2. Le Dixième Rapport général indiquait que la Haute Autorité avait réservé 7 650 000 unités de compte à la République fédérale et que, étant donné qu'elle avait déjà prêté la contre-valeur de 2 517 750 unités de compte pour la construction d'environ 5 000 logements destinés à des travailleurs de la sidérurgie et la contre-valeur de 325 000 unités de compte pour la construction de 670 logements destinés à des mineurs de fer, un montant de 4 807 250 unités de compte - sur lequel 3 500 000 unités de compte reviendraient aux charbonnages - restait disponible (1).

Le 14 février 1962, la Haute Autorité a affecté 14 millions de DM, prélevés sur la réserve spéciale, à des logements qui seront occupés par des mineurs de charbon des bassins de Nordrhein-Westfalen (environ 3 000 logements), de Basse-Saxe (environ 200 logements) et de Sarre (environ 800 logements).

C'est ainsi que la Haute Autorité a prêté 11 800 000 DM au Wohnungsbauförderungsanstalt (Institut de financement de la construction) du Land de Nordrhein-Westfalen. Le taux est de 1 % et la durée de 35 ans, avec 5 années franches. Le Wohnungsförderungsanstalt complète l'apport de la Haute Autorité par 23 600 000 DM à 0,50 % d'intérêt. L'ensemble des 35 400 000 DM est redistribué au pair.

Le deuxième prêt de la Haute Autorité est de 300 000 DM. Il a été consenti, au taux de 1 % et pour 35 ans (dont 5 années franches), à la Braunschweigische Staatsbank. Celle-ci le complète par ses propres moyens financiers pour un montant de 1 307 000 DM.

Enfin, la Haute Autorité a prêté, à 1 % et pour 25 ans (dont 4 années franches), 1 900 000 DM aux Saarbergwerke A.G., qui les complètent au moyen de 5 962 000 DM prêtés sans intérêt.

Chacun des trois prêts de la Haute Autorité bénéficie de la garantie du Land intéressé.

(1) 4 807 250 unités de compte et 3 500 000 unités de compte correspondent respectivement à 19 229 000 DM et à 14 millions de DM.

LES BESOINS EN LOGEMENTS

Dans le n° 2 - 1961 des "Statistiques sociales", l'Office statistique des Communautés européennes présente son rapport final sur l'enquête relative aux conditions de logement des travailleurs des industries du charbon et de l'acier (1), qui a été effectuée en 1958.

Si l'enquête sur les logements a déjà permis à la Haute Autorité d'orienter son action dans le domaine de la construction, le rapport final montre clairement l'effort qui reste encore à accomplir pour loger d'une façon convenable les travailleurs des industries relevant de la C.E.C.A.

Un calcul théorique, basé sur le nombre de pièces dont une famille devrait disposer en fonction du nombre de ses membres, a révélé que près de la moitié des ouvriers de la C.E.C.A. habitaient des logements trop exigus. Un logement sur dix abrite même un nombre de personnes si élevé par rapport à sa taille qu'on doit le considérer comme gravement surpeuplé: deux personnes et plus par pièce. En Italie, cette proportion atteint le tiers des logements habités par les ouvriers de la C.E.C.A.

Le confort et les installations sanitaires font très souvent défaut. Par exemple, un logement sur sept est dépourvu des éléments de confort les plus élémentaires, comme l'eau à l'intérieur du logement.

45 000 ouvriers de la C.E.C.A. et les membres de leur famille, soit au total 163 000 personnes, vivaient encore, en 1958, dans des logements provisoires - tels que baraques, logements de fortune ou bâtiments publics désaffectés. Dans ces logements, le tiers seulement des ménages jouissent de conditions normales de peuplement, tandis qu'un logement sur cinq peut être considéré comme surpeuplé.

Dans tous les pays, la proportion des habitants des logements provisoires est plus forte pour les étrangers que pour les nationaux.

Parmi les 188 000 ouvriers de la C.E.C.A. travaillant en 1958 dans un pays autre que leur pays d'origine, un travailleur sur cinq habitait dans un foyer ou dans un phalanstère.

(1) a. Huitième Rapport général, n° 162 ;
b. NOTE D'INFORMATION, Ve Année, N° 1 - pp. 44 - 46.

Le problème de la distance entre le domicile et le lieu de travail ne concerne pas seulement les travailleurs. Il intéresse également les entreprises qui, dans certains cas, supportent la charge du déplacement quotidien des ouvriers, soit en mettant des moyens de transport à leur disposition soit en leur remboursant leurs frais, en totalité ou en partie.

15 % des ouvriers de la C.E.C.A. consacrent entre une demi-heure et une heure au trajet simple entre le domicile et le lieu de travail et 6 % ont besoin de plus d'une heure. 5,7 % des mineurs de charbon et 7,6 % des sidérurgistes habitent à plus d'une heure de leur travail. Cette situation se rencontre surtout dans certaines régions de la République fédérale (notamment en Sarre, pour les mineurs de charbon: 26 %), de la Belgique (Sud et campine: de 13 à 19 %) et de la France (Lorraine, pour les mineurs de charbon: 13 %).

Sans compter les ouvriers étrangers vivant séparés de leur famille restée dans le pays d'origine, l'enquête a montré qu'il existait un besoin de 180 000 logements environ pour des travailleurs qui, au moment de l'enquête, se trouvaient dans une situation très critique, tant au point de vue du confort de leur logement que de sa densité de peuplement.

Cette estimation est modérée. En effet, elle est inférieure de moitié au nombre des ouvriers qui ont déclaré vouloir changer de logement, parce que celui qu'ils habitent est trop petit, trop vétuste, mal situé ou dépourvu de confort. En outre, elle correspond à la situation au moment de l'enquête et ne comprend par conséquent pas les besoins résultant de l'expansion de la production, des fluctuations de la main-d'oeuvre et du remplacement normal des ouvriers pensionnés, invalides ou décédés (1).

(1) Il importe de ne pas oublier que l'enquête a été effectuée en 1958. Or, au cours de la période comprise entre le 1er janvier 1958 et le 30 septembre 1961, 444 500 travailleurs des industries de la C.E.C.A. ont quitté l'entreprise qui les occupait et 410 700 travailleurs ont été embauchés. Pour une grande partie des nouveaux travailleurs (de 30 à 50 %), il est nécessaire de construire des logements supplémentaires situés à une distance convenable du lieu de travail.

L'HYGIENE, LA MEDECINE ET LA SECURITE DU TRAVAIL

LA PROMOTION DES RECHERCHES SCIENTIFIQUES

Recherches sur la lutte technique contre les poussières, la réadaptation et les facteurs humains de la sécurité (1)

Réadaptation des victimes d'accidents du travail et de maladies profes- sionnelles

1. Le 7 février 1962, la Haute Autorité a affecté 34 036 unités de compte à la reconduction pour une deuxième année de sept recherches qui portent sur les phénomènes toxiques chez les brûlés, les processus de réparation des fractures, la réparation des traumatismes des troncs nerveux, le traitement des traumatismes du crâne et de la colonne vertébrale et la réadaptation des silicotiques.

L'AIDE A LA COOPERATION SCIENTIFIQUE

Diagnostic et prévention des maladies professionnelles

2. Le groupe de travail "Enquête sur la bronchite - emphysème" a préparé une nouvelle étape vers l'unification des méthodes d'examen de laboratoire, qui recourent à des techniques si diverses que l'interprétation des résultats se trouve être difficilement comparable, non seulement au point de vue scientifique mais encore au point de vue pratique. La discussion qui s'est déroulée le 7 février 1962 a porté sur des procédés de coloration utilisées pour les analyses. Le groupe de travail poursuivra l'étude de cette question à partir d'un document établi par des experts néerlandais.

Ses travaux antérieurs lui ayant permis de préciser et de normaliser les épreuves spirométriques courantes (dont la codification est désormais

(1) a. Neuvième Rapport général, nos. 492-495 ;
b. Dixième Rapport général, nos. 586-588.

définitivement acquise et consacrée par la publication d'un aide-mémoire), le groupe de travail "Normalisation des épreuves respiratoires" a pu aborder, le 6 février 1962, un autre chapitre important - notamment, quant à plusieurs anomalies fréquentes de l'emphysème - de l'exploration fonctionnelle: la pratique de la mesure du volume d'air resté captif dans le poumon et de la vitesse de mélange de gaz étrangers à l'intérieur du poumon. Il a été décidé de recueillir différentes données qui paraissent susceptibles de fournir les bases d'une normalisation du volume résiduel et de la vitesse de mélange. Le groupe de travail a également mis au point un questionnaire qui sera utilisé dans les expertises des malades atteints d'affections respiratoires professionnelles.

Thérapeutique des maladies professionnelles

3. Le 8 février 1962, le groupe de travail "Prophylaxie de la silico--tuberculose" a d'abord discuté une communication sur l'application qui est faite en Sardaigne de la méthode de la chimio-prophylaxie par isoniazide.

Il a ensuite procédé à un premier échange de vues au sujet de la réaction à la tuberculose des collectivités ouvrières, notamment dans les milieux miniers.

Réadaptation des victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles

4. Le 5 février 1962, les rapporteurs "Réadaptation" ont préparé les prochaines réunions des directeurs de recherches et examiné, en vue de l'élaboration d'un compte-rendu synthétique, les progrès auxquels les recherches en cours ont déjà abouti.

L'ORGANE PERMANENT
POUR LA SECURITE DANS LES MINES DE HOUILLE

La catastrophe de Völklingen (Sarre)

1. Le début de l'année 1962 a été marqué par la catastrophe qui s'est produite le 7 février dans la mine Luisenthal et qui a provoqué la mort de 298 mineurs.

2. Dès le lendemain de la catastrophe, la Haute Autorité s'est réunie en séance extraordinaire.

Elle a entendu les communications de ceux de ses membres et des fonctionnaires, parmi lesquels des fonctionnaires de l'Organe permanent, qui s'étaient immédiatement rendus sur les lieux.

De plus, la Haute Autorité a décidé de mettre 500 000 DM à la disposition des familles des victimes.

3. Le 12 février, M. POTTHOFF, membre de la Haute Autorité, a présenté un exposé devant la commission de la protection sanitaire de l'Assemblée parlementaire européenne.

M. POTTHOFF a énuméré les premières constatations qui avaient pu être faites au sujet des circonstances de la catastrophe et indiqué que la Haute Autorité convoquerait le comité restreint de l'Organe permanent et l'Organe permanent lui-même (en session plénière) aussitôt qu'on disposera des renseignements qui permettront d'établir un rapport suffisamment détaillé.

M. POTTHOFF a en outre annoncé que les autorités allemandes avaient invité la Haute Autorité et l'Organe permanent à participer à la recherche des causes de la catastrophe.

La commission a apprécié cette invitation et souhaité qu'en cas d'accident grave, les autres gouvernements prennent dorénavant la même initiative.

4. Au cours de la session de février de l'Assemblée parlementaire européenne, la commission de la protection sanitaire a déposé un rapport, qui a bénéficié de la procédure d'urgence, sur " Les problèmes de sécurité dans les mines de houille soulevés à l'occasion de la catastrophe minière de Völklingen "

Ce rapport traite de l'extension des compétences de l'Organe permanent et de l'appui que la commission de la protection sanitaire et l'Assemblée peuvent apporter aux efforts déployés par la Haute Autorité dans le domaine de la sécurité.

5. Le 22 février 1962, l'Assemblée a voté une résolution par laquelle elle a chargé son président de demander aux gouvernements d'accorder à l'Organe permanent, en l'associant aux enquêtes sur les accidents graves et en lui reconnaissant certaines compétences en matière de contrôle des mesures de sécurité, les moyens qui lui sont indispensables pour remplir la mission dont il a été investi :

" L'Assemblée parlementaire européenne
"

" 4. souligne la nécessité pour les institutions de la Communauté
" européenne de connaître des mesures (de sécurité) prises (.....)
" dans les pays membres ;

" 5. rappelle, à ce sujet, le précédent constitué par l'initiative du
" gouvernement belge à l'occasion de la catastrophe de Marcinelle et prend
" acte avec satisfaction de ce que, sur l'invitation des autorités alle-
" mandes compétentes, la Haute Autorité participe aux enquêtes actuellement
" en cours sur les causes et les circonstances de la catastrophe mi-
" nière de Luisenthal ;

" 6. exprime le vœu que cette initiative ne reste pas un geste iso-
" lé, mais qu'au contraire la participation de la Haute Autorité et de
" l'Organe permanent à de telles enquêtes soit reconnue par tous les gou-
" vernements comme un élément indispensable à l'exécution du mandat qu'ils
" ont eux-mêmes imparti à l'Organe permanent ;

" 7. est convaincue que la Haute Autorité se tiendra à la disposition
" de toute commission d'enquête qui serait éventuellement créée en de telles
" circonstances ;

" 8. invite les gouvernements de tous les pays membres à convenir de re-
" connaître à l'Organe permanent certaines compétences de contrôle des me-
" sures de sécurité prises dans les mines de la Communauté ;

" 9. charge son président, en étroite collaboration avec la commission
" de la protection sanitaire et l'Organe permanent, de prendre contact avec
" les gouvernements des Etats membres en vue d'envisager les méthodes et
" les procédures propres à permettre d'atteindre cet objectif. "

Le concours pour l'amélioration de différents
appareils de sécurité dans les mines de houille

6. Il se trouve que c'est deux jours après la catastrophe de Völklingen qu'ont été solennellement remis les prix qui ont été attribués à huit appareils dont l'utilité a été analysée dans le Dixième Rapport général (1).

La manifestation du 9 février 1962 s'est déroulée en présence des membres de l'Organe permanent.

Les groupes de travail

Méthodes permettant d'ériger rapidement des écrans de fortune étanches dans
l'entrée d'air d'une artère où s'est déclaré un incendie

7. La sous-commission " Aérage " a poursuivi, le 8 février 1962, l'examen du procédé du professeur BUDRYK (2).

Examen électromagnétique des câbles d'extraction

8. Les 26 et 27 février 1962, le groupe de travail "Câbles d'extraction et guidage" a assisté à deux essais pratiques réalisés, respectivement, avec l'appareil électromagnétique de la Seilprüfungsstelle de Bochum et avec l'appareil sud-africain.

(1) n° 608.

(2) NOTE D'INFORMATION, VIe Année, N° 3, - p. 86, chiffre 3.

Il a été constaté que le diagramme fourni par le premier de ces appareils indiquait très exactement les défauts du câble.

Etanchéification au latex

9. Les membres des groupes de travail "Incendies et feux de mines" et "Coordination des organisations de sauvetage" ont continué, le 28 février et le 1er mars 1962, l'étude comparative du procédé tchèque et du procédé DUNLOP.

TABLE DES MATIERES

	Pages

EVENEMENTS SOCIAUX DANS LES PAYS DE LA COMMUNAUTE	2
Allemagne	3
Belgique	9
France	20
Italie	27
Luxembourg	32
Pays-Bas	33
Annexes	
I Royaume-Uni	35
II Congrès des Employés de l'Union des Syndicats allemands (DGB)	36
ACTIVITE DE LA HAUTE AUTORITE DANS LE DOMAINE SOCIAL	38
Reconversion	39
Salaires, Sécurité sociale et Conditions de travail	40
Logement	43
Hygiène, Médecine et Sécurité du Travail	49
Organe permanent pour la sécu- rité dans les mines de houille	51